

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT DU 21 MARS 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(BRETAGNE)
NOR : ASET0750727M
IDCC : 1597

Entre :

La fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;
L'union régionale CAPEB Bretagne (1) ;
La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT ;
L'union régionale bâtiment CFTEC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le régime de petits déplacements défini en application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de bâtiment de Bretagne des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

(1) Pour les entreprises occupant plus de 10 salariés inscrites au répertoire des métiers.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas ;
- indemnité de frais de transports ;
- indemnité de trajet,

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

Article 2

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le chapitre VIII.1 des conventions collectives du bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précisions ci-après :

Zones circulaires concentriques :

Pour tenir compte des particularités propres à la 1^{re} zone, celle-ci est divisée en 2 sous-zones, de 0 à 4 km et de 4 à 10 km.

Indemnité de repas :

L'ouvrier qui travaille dans la 1^{re} sous-zone, de 0 à 4 km et bénéficie, en outre, en milieu de journée, d'un temps de pause au moins égal à 1 h 30, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits, et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier comme aux moyens de transport existants.

Article 3

Le montant des indemnités découlant des articles 1^{er} et 2 ci-dessus est fixé comme suit du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008 :

I. – Indemnité de repas : 8,20 €.

II. – Indemnité frais de transport :

(En euros.)

ZONE	DISTANCE (en kilomètres)	MONTANT de l'indemnité
1	De 0 à 4	0,42
	De 4 à 10	2,11
2	De 10 à 20	4,19
3	De 20 à 30	5,74
4	De 30 à 40	7,35
5	De 40 à 50	8,96

III. – Indemnités de trajet :

(En euros.)

ZONE	DISTANCE (en kilomètres)	MONTANT de l'indemnité
1	De 0 à 4	0,39
	De 4 à 10	1,28
2	De 10 à 20	1,77
3	De 20 à 30	2,66
4	De 30 à 40	3,71
5	De 40 à 50	4,44

Ces montants prenant effet au 1^{er} avril 2007, ils resteront en application jusqu'au 31 mars 2008.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Rennes, le 21 mars 2007.

(Suivent les signatures.)